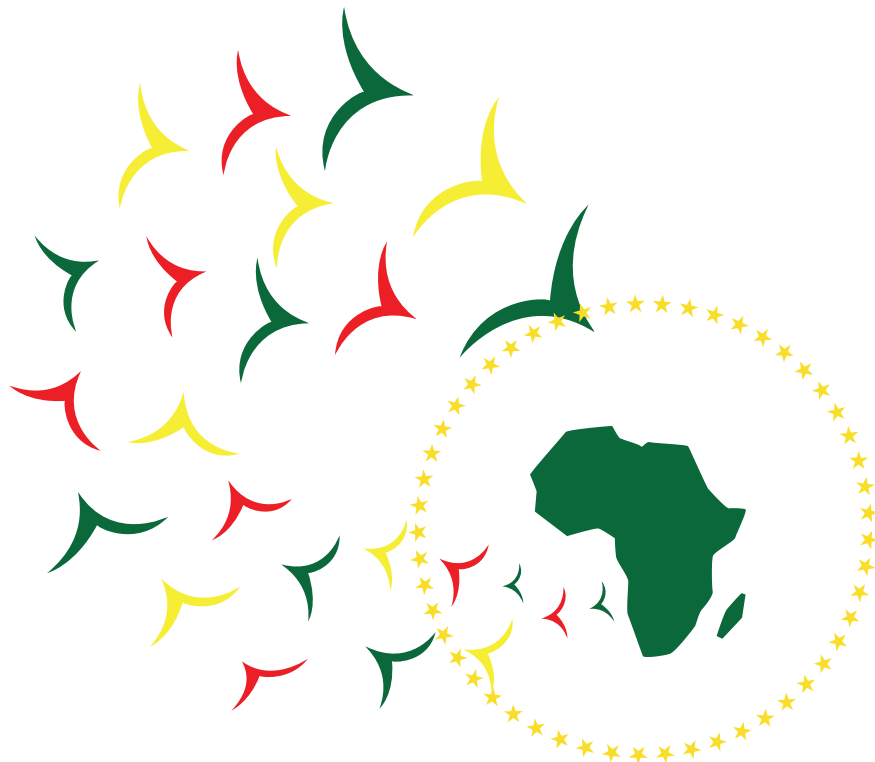


Etat de la Diaspora Africaine

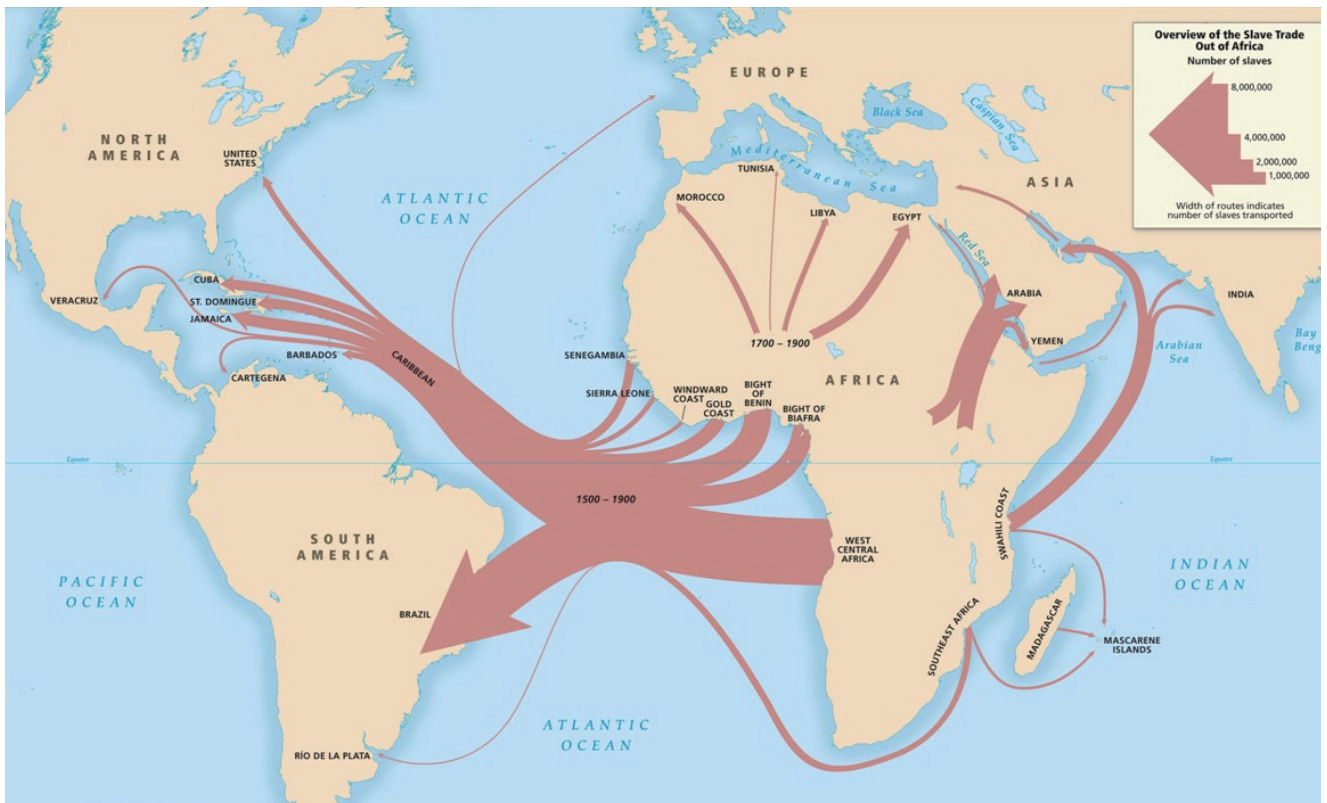


RENFORCER L'AFRIQUE PAR LA DIASPORA, ET LA DIASPORA PAR L'AFRIQUE.

Avec près de 350 millions d'habitants, la Diaspora africaine constitue le « troisième pays » du monde après la Chine et l'Inde, mais devant les Etats-Unis (323 millions), l'Indonésie (258 millions) et le Brésil (205 millions). Jusqu'ici, elle n'était pas vraiment structurée, et elle n'était qu'une entité internationale en puissance.

C'est pourquoi nous avons voulu mobiliser les énergies en lançant officiellement l'Etat de la Diaspora Africaine : notre objectif est de renforcer l'Afrique par la diaspora, et la diaspora par l'Afrique.

Présentation de la Diaspora africaine



La Diaspora africaine est issue de deux vagues migratoires principales :

- La première est liée à la déportation des Africains dans le cadre de la traite négrière, qu'il s'agisse de de la traite orientale (du 7e au début du 20e siècle), ou de la traite occidentale (du 15e au 19e siècle). Les descendants de ces populations se trouvent aujourd'hui encore dans des pays comme le Yémen ou l'Irak, ou comme les Etats-Unis et le Brésil, par exemple.
- La seconde vague est une migration économique qui a poussé des populations africaines plutôt vers l'Europe, depuis le XXe siècle, notamment après 1945. Ces Afro-descendants se trouvent notamment en France, ou au Royaume-Uni, mais également dans de nombreux autres pays du monde.

Présentation de la Diaspora africaine



Aujourd'hui, cette Diaspora représente un poids :

- démographique : Elle rassemble près de 350 millions d'habitants, ce qui en fait potentiellement le 3e « pays » du monde, après la Chine et l'Inde, mais devant les Etats-Unis (323 millions), l'Indonésie (258 millions) et le Brésil (205 millions).
- politique : Au sein de la Diaspora, figurent des personnalités comme Barack Obama, Michaele Jean, la secrétaire générale de la francophonie, Christiane Taubira, l'ancienne ministre de la justice en France, et tant d'autres, qui détiennent un pouvoir considérable, mais ces personnalités sont déconnectées les unes des autres, et n'ont guère de lien direct avec l'Afrique.
- économique : La Diaspora envoie vers le continent chaque année deux fois plus d'argent que toute l'aide internationale réunie, mais ces dons à la famille ou ces prêts à taux 0 % sont versés de manière dispersée et non coordonnée - c'est du saupoudrage. Ils ont donc un impact limité en termes de développement.
- culturel : La Diaspora africaine s'est imposée que ce soit dans le domaine de la musique (du gospel au dancehall en passant par le tango, le jazz, le blues, le rock, le disco, le calypso, le zouk, le reggae, le kompa, etc.), de la danse, de la littérature, des arts plastiques, du cinéma etc., sans parler de ses réussites dans le domaine sportif (de Pelé à Mohammed Ali en passant par Tiger Woods, Usain Bolt, Lewis Hamilton, Michael Jordan, les soeurs Williams, etc.).

De la Diaspora à la Sixième Région



Au sein de l'Union Africaine, il existe 6 régions : l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe, plus une dernière région, la « Sixième Région », qui est constituée par la Diaspora africaine.

L'importance politique, économique et culturelle de cette Diaspora est de plus en plus reconnue. Elle contribue grandement à l'essor de l'Afrique. C'est pourquoi l'Union Africaine a symboliquement voulu que la Diaspora fasse officiellement partie de ses instances. Cette « Sixième Région » existe dans les statuts de l'Union Africaine.

En 2003, en effet, à l'issue du Sommet de l'UA, les chefs d'Etats avaient déclaré (14 (XVIII) add. 3) :
« L'Union Africaine (...) décide de reconnaître la diaspora africaine comme une entité effective contribuant au développement économique et social du continent. »

Mais pendant longtemps, cette « Sixième Région » de l'UA n'existait que sur le papier. Faute de coordination, elle demeurait une réalité virtuelle. Il fallait donc de donner corps à cette institution, et passer d'une diaspora *de facto* à une diaspora *de jure*.

—

De la Diaspora à la Sixième Région



En 2014, Mohamed Ould Abdel Aziz, Président en exercice de l'Union Africaine, a donné mandat à Louis-Georges Tin pour mettre en place les instances de la Diaspora africaine, pour « donner corps » à la 6^e Région :

« Vous avez souhaité attirer notre attention sur votre projet qui a pour but de donner corps à la 6^e région de l'Union Africaine (...). L'entretien que j'ai eu avec vous et les informations que nous avons recueillies sur vos activités m'ont donné l'assurance du rôle majeur que le CRAN peut jouer pour contribuer à la mise en oeuvre des programmes de développement de notre Continent. »

Depuis lors, avec une équipe internationale, Louis-Georges Tin a constitué un gouvernement, et lancé des projets de développement dans tous les domaines. Il a reçu en outre l'appui de plusieurs autorités africaines, comme Sa Majesté Tchiffi Zié, le dirigeant du Forum des Rois et Leaders traditionnels d'Afrique, qui soutient l'Etat de la Diaspora Africaine...

—

GOUVERNEMENT DE L'ETAT DE LA DIASPORA AFRICAINE



**Premier Ministre :
Louis-Georges Tin,
ancien président du CRAN**

GOUVERNEMENT DE L'ETAT DE LA DIASPORA AFRICAINE

Pôle Economie et Technologies



Ministre de l'économie :
Joanes Louis, avocat



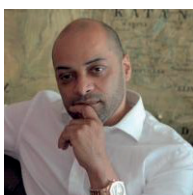
Ministre de l'économie numérique :
Madeleine Taylor, PDG de *ScandinAfrica*



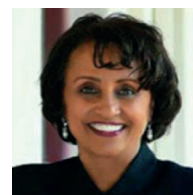
Ministre de l'économie sociale :
Gertruida Maria Engelbrecht,
co-fondatrice de *United Kingdoms of Africa*



Ministre des finances :
Jonathan A.R. Boyenn'e,
investisseur et philanthrope



Ministre du Budget :
Edouard Moukendy,
PDG de *Healty Food*



Ministre du commerce et de l'entrepreneuriat :
Almaz Negash, fondatrice et directrice exécutive
de *African Diaspora Network*



Ministre du tourisme : Melida A. Harris Barrow,
Ambassadrice de la Paix Universelle pour le Panama,
PDG de *Harris Business Entreprise, SA*, et de *Panama
World Trade & Investment Foundation*



Ministre des sciences et de l'industrie : Cheick Modibo
Diarra, ancien directeur de projets à la *NASA*, ancien
Premier Ministre du Mali, directeur de *Microsoft Africa*



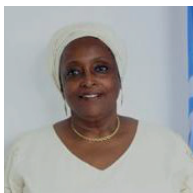
Ministre chargé des technologies de l'information
et de la communication : Mayur Patel,
Responsable du développement stratégique,
Econet Wireless International



Ministre des biotechnologies : Nishan Degnarain,
conseiller spécial sur les Océans auprès
du *Forum économique mondial*

GOUVERNEMENT DE L'ETAT DE LA DIASPORA AFRICAINE

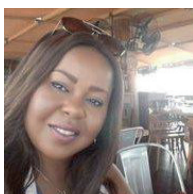
Diplomacy and Security



Ministre des Affaires Etrangères :
Marie-Evelyn Petrus-Barry, membre du *groupe
d'experts des Nations Unies pour les personnes
d'ascendance africaine*



Ministre de la défense :
Felix Maradiaga, ancien secrétaire
général du ministère de la défense du Nicaragua



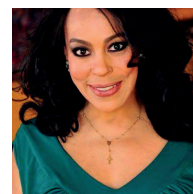
Ministre chargée de la coopération internationale :
Nadine Diatta, directrice de *NCI*, agence de stratégie
et de communication



Ministre chargée des relations avec
les rois et leaders traditionnels d'Afrique :
Best Kemigisa, Reine mère du Royaume du Toro



Ministre de l'intérieur et des relations
avec les diasporas : David Foka,
directeur de la *Maison de l'Afrique* au Luxembourg



Ministre de la justice :
Mylene Pereira Ramos, juge

GOUVERNEMENT DE L'ETAT DE LA DIASPORA AFRICAINE

Social and Cultural Issues



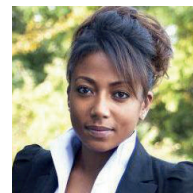
Ministre de l'éducation : Samuel Jack, Président
de l'*Association des Etudiants Africains en Inde*



Ministre chargée du patrimoine :
Ana Vicky Castillo, présidente
de *Afrolatinos Historical Society*



Ministre chargé de la culture : Wyclef Jean,
artiste et philanthrope



Ministre chargée des questions de genre :
Vanessa Mungar, directrice des questions de genre
à la *Banque Africaine de Développement*



Ministre chargé de la jeunesse : Wadia Aït Hamza,
Responsable de la communauté des *Global Shapers*
au *Forum Economique Mondial*



Ministre chargée de l'environnement :
Jeannine Ferreira,
fondatrice de *Earth's Call Foundation*

Les Premiers Chantiers

Mandaté par l'Union Africaine et par le Forum des Rois et Leaders traditionnels d'Afrique pour mettre en place les instances de la diaspora africaine, Louis-Georges Tin a constitué un gouvernement. Ce gouvernement, c'est une équipe, mais c'est aussi et surtout des chantiers. Notre but ? Renforcer l'Afrique par la diaspora, et la diaspora par l'Afrique. Voici donc les principaux dossiers sur lesquels nous travaillons.

Sommaire

1. Patrimoine : la Restitution des Trésors Coloniaux
2. Défense : les Brigades Internationales de la Diaspora Africaine
3. Territoire : Politique du Foncier
4. Finances : la Banque de la Diaspora Africaine
5. Emploi : l'Agence Internationale pour les Stages
6. Alimentation : la Banque Alimentaire de la Diaspora
7. Agriculture : Fonds d'Investissement pour les « Produits Pays »
8. Education : l'Université Numérique pour l'Afrique
9. Nouvelles Technologies : la Silicon Valley en Afrique
10. Biotechnologies : la Banque Génétique Panafricaine
11. Espace : le Satellite Panafricain
12. Citoyenneté : Cartes d'Identité et Passeports
13. Racisme : l'Observatoire International de l'Afrophobie
14. Mémoire : la Route Numérique de l'Esclave
15. Sports : les Jeux Panafricains

Patrimoine : Restitution des trésors coloniaux



Plus de 90% des trésors culturels de l'Afrique sont en dehors de l'Afrique. Pillés pendant la Colonisation, ils se trouvent aujourd'hui au British Museum de Londres, au Musée du Quai Branly à Paris, au musée de Tervuren à Bruxelles, etc. Faisant campagne pour la restitution des trésors coloniaux, **Louis-Georges Tin, Premier Ministre de l'Etat de la Diaspora Africaine**, a obtenu tout récemment une victoire historique : le président de la République française, Emmanuel Macron, s'est engagé à faire en sorte « que les conditions soient réunies pour un retour du patrimoine africain à l'Afrique ». Il faut maintenant pousser les autres pays européens à faire de même, et travailler avec les pays africains à la conservation des trésors en question. Il s'agit de récupérer notre patrimoine : la réparation est en marche.

—

Défense : Brigades Internationales de la Diaspora Africaine



Nous avons tous vu ces images : de nombreux migrants qui arrivent en Libye sont capturés et réduits en esclavage. C'est une réalité insoutenable. Avec **Félix Maradiaga**, ancien secrétaire général du ministre de la défense du Nicaragua, et désormais **ministre de la défense de l'Etat de la Diaspora Africaine**, et avec **Evelyne Petrus-Barry**, ministre des affaires étrangères, nous travaillons à la création des **Brigades Internationales de la Diaspora Africaine**. Réunissant des soldats du monde entier, en lien avec l'ONU et l'Union Africaine, elle aura pour mission d'identifier les trafiquants, de les arrêter et de les remettre aux autorités libyennes pour qu'ils soient jugés. Elle aura aussi pour mission de libérer les esclaves, et de les aider à retrouver une vie décente. Il lui reviendra également, dans la mesure du possible, de porter secours aux migrants qui risquent la noyade en Méditerranée, mais aussi entre les Comores et Mayotte.

—

Territoire : Politique du Foncier



Les Africains déportés pendant la traite négrière ont perdu leur liberté, mais aussi leurs terres. Dirigeant du Forum des Rois et Leaders traditionnels d'Afrique, **Sa Majesté Tchiffié Zié s'est engagé à mettre à la disposition des Afro-descendants des terres de son royaume.** Il a également invité les autres souverains d'Afrique à faire de même, en guise de réparation, pour proposer une véritable politique du foncier au service de la 6^e Région. Certains Etats africains comme le Bénin, le Cameroun ou l'Ethiopie, ont déjà adopté des mesures semblables pour les Afro-descendants, et les terres ainsi réservées pourraient être gérées par l'Etat de la Diaspora Africaine. Dans ces conditions, **la 6^e Région pourrait avoir des territoires en archipel dans toute l'Afrique, et être ainsi en lien avec toutes les autres régions du continent.**

—

Finances : la Banque de la Diaspora Africaine



Selon la Banque Africaine de Développement, les Afro-descendants ont envoyé l'année dernière plus de 65 milliards de dollars vers le continent. Ces montants représentent 29% du PIB du Liberia, 20% pour la Gambie, 17,5% pour le Lesotho, 13,5 pour le Sénégal, etc. Cette aide (qui est faite de dons) est 2,5 fois plus importante que toute l'aide publique au développement (qui est faite de prêts à des taux très élevés). Cependant, étant acheminée vers les familles, cette aide bienvenue est dispersée, et ne permet pas de véritable développement. Il faut passer d'une logique de saupoudrage à une logique de levier. **La Banque de la Diaspora Africaine** pourra y remédier. Elle pourra structurer les transferts de fonds de la diaspora vers l'Afrique, tout en proposant aux membres de la diaspora, fortement discriminés dans l'accès au crédit, des solutions concrètes pour leurs projets d'avenir.

—

Emploi : l'Agence Internationale pour les Stages



Créés pour être un tremplin pour l'emploi, les stages sont devenus progressivement un frein à l'emploi pour les élèves ou étudiants qui n'ont pas le bon faciès ou le bon réseau : pas de stage, pas de diplôme, pas de diplôme, pas d'emploi. L'ascension sociale est cassée, les inégalités sont renforcées, la cohésion sociale est menacée. Parallèlement, de nombreuses entreprises peinent à recruter des jeunes, qu'elles pourraient employer dans leurs services, et se contentent de recruter dans les réseaux existants. Dans ces conditions, elles ne peuvent pas recruter les meilleurs talents, ce qui représente un manque à gagner pour elles-mêmes. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer **l'Agence internationale pour les stages**, site internet qui permettra de rapprocher l'offre et la demande de stages.

—

Alimentation : la Banque Alimentaire de la Diaspora



Est-ce le retour des grandes famines en Afrique ? Ces fléaux qui, depuis des années, tendaient à décroître semblent aujourd'hui revenir, favorisés par des facteurs divers, auxquels s'ajoute désormais le réchauffement climatique. Les températures augmentent, le désert avance, les récoltes diminuent, la famine progresse. La diaspora africaine ne peut rester indifférente à ce problème : ayant travaillé à la mise en place d'une banque alimentaire au Royaume-Uni, **Kene Umeasiegbu**, conseiller de l'agriculture et de l'alimentation de l'Etat de la Diaspora Africaine, travaille désormais à constituer au niveau international la Banque Alimentaire de la Diaspora Africaine destinée à intervenir en cas de crise humanitaire.

Agriculture : Fonds d'Investissement pour les « Produits Pays »



Vivant en dehors de l'Afrique, les Afro-descendants ont du mal à trouver les « produits pays » qu'ils affectionnent, qu'ils s'agisse des fruits (corossol, fruit de baobab, etc.), des légumes (manioc, patates douces), des farines (farine de mil, farine de maïs), des viandes (agoutis, tortues), épices (piment, nêtétou), des boissons (vin de palme, bissap), des produits capillaires (peignes afro, produits nappy), des produits de soin corporel (beurre de karité, huile de coco), etc.. Bien souvent, il n'y a guère que les commerçants chinois qui vendent ces produits. Dirigé depuis le Luxembourg par David Foka, le **Fonds d'Investissement pour les « Produits Pays »** a pour but de rassembler des investisseurs dans les 28 pays d'Europe, en lien avec la Banque Africaine de Développement, en vue de financer de petits agriculteurs africains, et d'assurer en Europe un débouché aux produits qu'ils cultivent.

—

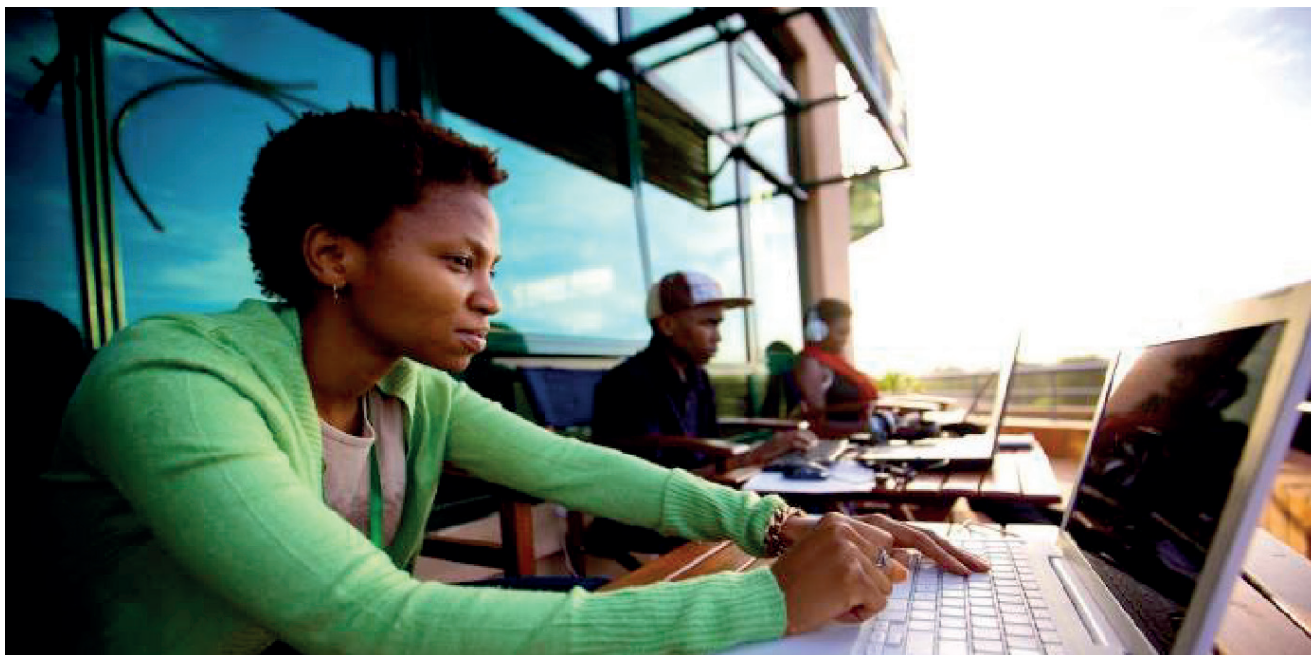
Education : l'Université Numérique pour l'Afrique



Il n'est plus besoin de le démontrer : le développement économique passe par le développement de la connaissance. Mais en Afrique, les formations nécessaires ne sont pas toujours disponibles. Or quand les étudiants veulent aller à l'étranger, souvent, ils ne peuvent le faire, faute d'argent et de visa. Et s'ils partent, cela favorise la fuite des cerveaux. D'où l'idée de **l'Université Numérique pour l'Afrique (UNA)**, sur laquelle travaille **Mayur Patel, ministre de l'Etat de la Diaspora Africaine, chargé des nouvelles technologies**. Fonctionnant sur la base de l'enseignement à distance, avec caméras, vidéos et écrans informatiques, l'UNA a pour but de créer des connexions numériques afin que les étudiants d'Afrique puissent bénéficier sans se déplacer des meilleurs cours dispensés dans les universités du monde entier.

—

Nouvelles Technologies : la Silicon Valley en Afrique



Le développement passe par les nouvelles technologies, c'est une évidence. Elles tirent l'économie vers le haut, produisent des emplois, de la richesse et des opportunités nouvelles. Mais il faut créer un environnement favorable, un espace ad hoc où les investisseurs, les entreprises et les génies du numérique pourront se retrouver. **C'est pourquoi Bariq Rifki, conseiller du Premier Ministre, chargé des nouvelles technologies,** travaille à la mise en place d'une *Silicon Valley* en Afrique : c'est la Cité du Numérique, qui devrait voir le jour à Djibouti. Le projet sera bientôt présenté au président Guelleh. Il pourra alors être validé, développé et mis en place de manière effective.

—

Biotechnologies : la Banque Génétique Panafricaine



La biodiversité africaine est en train de disparaître. Et en bien des lieux, ce patrimoine génétique est racheté par des multinationales, désireuses de breveter le vivant. Or, cette biodiversité est source de richesses considérables. Ce sont ces molécules, les traitements pharmaceutiques, les plantes plus résistantes, les biotechnologies qui feront la 4^e Révolution industrielle. A condition que l'Afrique ait encore la maîtrise de son patrimoine naturel. C'est pourquoi, sous la conduite de **Nishan Degnarain, ministre de la 6^e Région**, nous entendons mettre en place une **Banque Génétique Panafricaine**. Elle permettra de sauvegarder le patrimoine naturel, de séquencer le génome des espèces, d'organiser la coopération entre les scientifiques de la diaspora et ceux du continent, pour lutter contre la biopiraterie, et faire en sorte que l'exploitation durable des biotechnologies en Afrique se fasse par les Africains, au bénéfice des Africains.

—

Espace : le Satellite Panafricain



L'Afrique dépense chaque année des milliards de dollars en utilisant les satellites étrangers. Il s'agit désormais de se doter de satellites africains pour assurer une totale indépendance dans ce domaine, qui concerne aussi bien les télécommunications, la recherche, l'agriculture, l'éducation, l'environnement, etc. En 2016, l'Union africaine était allée dans ce sens en adoptant un texte intitulé «l'African Space Policy and Strategy», et en promouvant le développement des programmes spatiaux, leur soutien financier ainsi que la collaboration scientifique. Certains pays ont déjà commencé à lancer leur propres satellites. **Avec le soutien de Cheick Modibo Diarra, astrophysicien, qui a dirigé plusieurs programmes de la NASA, nous entendons créer une rampe de lancement en Afrique, ainsi qu'un satellite, qui sera lancé depuis l'Afrique. Ce satellite s'appellera Nout 1, du nom de la déesse du Ciel, dans la mythologie égyptienne.**

—

Citoyenneté : Cartes d'identité et Passeports



Pour être citoyen de l'Etat de la Diaspora Africaine, il convient d'avoir une carte d'identité. Par ailleurs, de nombreux membres de la diaspora aspirent à retourner en Afrique. Mais certains, notamment ceux dont les ancêtres ont été déportés et réduits en esclavage, n'ont pas de lien avec un pays en particulier : leur patrie, c'est l'Afrique. Comme le disait Marcus Garvey, « repatriation is reparation ». Aux étrangers qui veulent aller en Afrique, on peut demander un visa ; mais les fils et les filles du continent qui ont été déportés ne sont pas des étrangers. C'est pourquoi, **outre la carte d'identité, nous avons aussi créé le passeport panafricain**, qui existe désormais, qui est biométrique, et qui répond à toutes les normes internationales de sécurité. Mais il faut qu'il soit reconnu par l'Union Africaine : les discussions vont bientôt commencer.

—

Racisme : l'Observatoire international de l'afrophobie



« Les personnes d'ascendance africaine sont parmi les plus touchées par le racisme. Trop souvent, elles font face au déni des droits fondamentaux tels que l'accès aux services de santé de qualité et à l'éducation » (Ban Ki-moon Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies). Ce constat est tout à fait exact. C'est pourquoi nous lançons l'Observatoire international de l'afrophobie. Il sera fondé sur les données recueillies dans les divers pays de la diaspora. Chaque année sera ainsi publié un rapport, qui proposera des recommandations. L'ensemble sera communiqué à la presse, aux dirigeants politiques, économiques et sociaux. Ces données permettront de lutter plus efficacement contre le racisme en général, et contre l'afrophobie en particulier.

—

Mémoire : la Route Numérique de l'Esclave



Créée par l'Unesco, la Route de l'esclave recense les principaux lieux de mémoire liés à la traite négrière transatlantique. Mais c'est une route que personne n'emprunte réellement. Personne ne va effectivement en Angola, puis au Congo, au Ghana, au Portugal, en France, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Jamaïque, au Surinam, au Brésil, etc. C'est pourquoi, avec le soutien de l'Unesco, **Ana Vicky Castillo, ministre chargée de la mémoire**, travaille à créer la Route Numérique de l'Esclave. Google a déjà créé le Google Arts Project, qui permet de visiter en ligne les principaux musées d'Occident. Pareillement, la Route numérique de l'Esclave permettra à tous ceux qui le souhaitent, sans avoir à bouger de chez eux, de visiter les lieux de mémoire liés à cette histoire douloureuse, qui est à l'origine même de la première diaspora africaine.

—

Sports : les Jeux Panafricains



Les Grecs ont inventé les Jeux Olympiques. Les Anglophones ont les Jeux du Commonwealth. Récemment ont été lancés les jeux de la Francophonie. Aujourd'hui, l'Etat de la Diaspora Africaine entend créer les **Jeux Panafricains**, projet conduit par **Grégory Alcan, conseiller du Premier Ministre chargé des sports**, et champion du monde de gymnastique. Qu'ils viennent du continent africain ou de la diaspora, les participants pourront concourir dans les disciplines où ils excellent, de la lutte africaine à la capoeira, en passant par le basket, le football, le beach volley ou les battles de streetdance. La mise en œuvre de ces Jeux a été confiée à l'entreprise **Richard Attias & Associates**, qui a créé de nombreux événements prestigieux dans le monde, comme le New York Forum économique, le New York Forum Africa, le Doha Goals Forum, le Forum économique de la Francophonie, etc.

—